

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 181 - VENDREDI 7 JUIN 2013

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Une tâche de sang,
passage du Havre, à Paris.
Et sur la dignité de tous ceux
qui renvoient dos à dos
victime et agresseurs !

AGENDA MILITANT

→ 9 juin

Varna (Bulgarie) [3^e Jeux Sportifs
Mondiaux de la CSIT](#)

→ 13 juin

Martigues ["Développer et promouvoir
la démocratie participative"](#)

→ 15 juin

Paris [Manifestation nationale
unitaire pour la Santé !](#)
Réunion ["Tous ensemble"](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Communisme**

[En défense du communisme. Le devoir
d'inventaire. Stalinisme et bureaucratie.](#)

Catherine Samary

[Propriété - État - Démocratie.](#)

[Du manifeste communiste](#)

[à la crise de l'URSS.](#) Catherine Samary

[Contribution à la séance "Combat
anthropologique",](#) Fred Bouviolle

→ **A lire**

[Autochtone imaginaire, étranger imaginé.](#)

Alain Brossat

[Aux origines du drame syrien, 1918-2013.](#)

Xavier Baron

Libertés et émancipation contre ordre néolibéral

Curieux concert des gouvernements européens, de Stockholm à Paris en passant par Berlin, qui se disent inquiets des violences policières tout en rappelant le caractère "démocratiquement élu" de leur homologue turc. Alors même que les conditions en matière de droits et libertés posées pour l'entrée de la Turquie dans l'UE sont toujours jugées non satisfaites, les timides appels des officiels européens vis-à-vis du chef du gouvernement Erdogan à la modération, à l'apaisement ou à l'écoute sont peu convaincants.

C'est que la Turquie est un partenaire commercial important, et un enjeu géopolitique par rapport au Proche et Moyen-Orient, ce que développe le site de la diplomatie française à propos des relations bilatérales franco-turques, incluant la lutte contre le parti kurde PKK. La liberté de marché, les stratégies politiques régionales et les "coopérations" policières pèsent aussi lourd sinon plus que les libertés fondamentales des femmes et des hommes en Turquie, pour les néo- et sociaux-libéraux.

Qu'un simple « *conflit d'urbanisme* » (Laurent Fabius dixit) ait pu déclencher un mouvement de protestation aussi puissant et faisant tâche d'huile dans tout le pays, porté d'abord par des jeunes, des manifestants issus de couches moyennes, rejoints par des syndicats, c'est que le feu couvait. Aux violences réitérées dans les prisons turques et aux parodies de procès visant à étouffer toute expression "démocratique" précisément, s'est ajoutée la volonté de moraliser la vie quotidienne sur fond d'intégrisme rampant et d'autoritarisme crissant. Le développement économique ne suffit plus à l'adhésion à la politique du parti d'Erdogan. Le projet de construction sur la place Taksim a été la goutte d'eau qui a fait déborder la coupe pleine d'une population sous pression depuis plus de 10 ans : depuis plus d'une semaine sur les places turques et dans les concerts de casseroles aux balcons, c'est bien de liberté et d'émancipation qu'il est question.

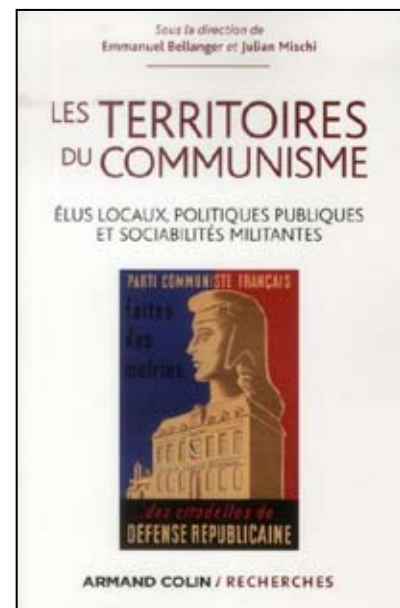
● Michèle Kiintz



La galaxie du communisme

Entre pragmatisme et doctrine

À l'inverse d'une vision globalisante et schématique des "banlieues rouges" et des "bastions du communisme", un collectif de chercheurs livre une étude nuancée et stimulante pour la réflexion politique sur *Les Territoires du Communisme*.



Les Territoires du communisme, Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes
Éd. Armand Colin, avril 2013, 303 p. – 27,50 €

Voilà un ouvrage bien venu à plus d'un titre. Il peut permettre de sortir des visions simplificatrices véhiculées par les médias, ou héritées d'une historiographie partisane, ou encore induites par les relations conflictuelles entre militants de formations et mouvements divers ou "non inscrits" avec les "partenaires communistes". À qui veut participer à l'élargissement du Front de gauche, à la construction d'une nouvelle force politique, cela ne peut être indifférent. Qui plus est, à un an des municipales, avec les problématiques soulevées par ces élections, l'approche, dans ce livre, du communisme politique dans son ancrage territorial et très largement municipal, en renforce l'intérêt. L'ouvrage est d'ailleurs ainsi complémentaire de *L'empreinte communiste*, de Roger Martelli, axé davantage peut-être sur les lignes de force – et de faiblesse – du PCF comme structure politique, de ses stratégies ou de leur absence, dans le contexte français mais aussi international particulier des relations à l'URSS (1).

D'autre part, la démarche même des auteurs est à la hauteur de la complexité qu'ils entendent restituer de leur objet d'étude. Quatorze chercheurs, en histoire, science politique, sciences sociales, anthropologie, ont croisé les approches de leurs disciplines en s'appuyant sur des outils communs : archives nationales et fédérales du PCF, observations sur des territoires géographiques et politiques différents, entretiens avec des militants et élus communistes, mais aussi des syndicalistes ou des associatifs de mouvements proches du PCF.

La démarche même des auteurs est à la hauteur de la complexité qu'ils entendent restituer de leur objet d'étude.

Une réalité composite et évolutive
Du dialogue entre chercheurs, avec les acteurs concernés, du croisement

des sources ressort la pluralité de formes et la diversité d'ancrage de ce qui a été qualifié – de l'extérieur – de "communisme municipal", ainsi que les évolutions et les contradictions qui ont marqué non seulement le rôle et la nature des élus communistes, mais aussi les relations entre ces élus, les militants, les directions du parti, et le devenir même de ce parti, depuis sa création jusqu'au début de la décennie en cours.

Loin d'aligner les descriptions des différentes zones d'enquête - Lille et Cambrais, Longwy, région parisienne, proximité lyonnaise, Allier, Nouvelle-Calédonie, etc. -, les auteurs ont dégagé des champs et modalités d'intervention politique. Il se dégage à la fois les spécificités communes de ces lieux de communisme, les distinguant d'autres pratiques politiques, l'impact sur les élus de leur implication dans la gestion, dans la vie institutionnelle, et des variantes dans les réponses aux politiques nationales, aux évolutions économiques et sociales de la France, aux conflits coloniaux, en fonction aussi des situations locales. ●●●

(1) *L'empreinte communiste - Pcf et société française, 1920 - 2010*, Éditions sociales, 11/2010, 12,20 € - 258 p.

Voir l'entretien dans *Cerises* n° 90, 17/12/2010 <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=2921>

●●● Il ressort aussi de l'ensemble une relativisation des questions internationales, de la relation du PCF aux pays de l'Est et surtout à l'Union soviétique. Dans l'introduction, les deux coordinateurs affirment d'ailleurs la volonté de « *contrer* » des travaux plus anciens comme ceux d'Annie Kriegel, dans les années 70, « *qui insistent alors sur l'inscription du PCF dans le système communiste international* », travaux dont on pourrait dire qu'ils sont, eux, marqués par les conflits et ruptures avec le PCF. Mais tout récemment encore, dans *Les Intellectuels et la stratégie communiste*, Marco Di Maggio restitue les rapports entre groupe dirigeant et intellectuels dans un cadre de jeux et enjeux de pouvoir, mais aussi pour une large part dans le cadre des relations avec le PCUS, le pc soviétique (2). L'approche du communisme par ses territoires et ses élus locaux évacue – peut-être trop – cette dimension de l'organisation politique et de ses orientations.

On ne restituera pas ici la multiplicité des accroches de ce communisme territorial,

mais seulement quelques aspects qui ont marqué ou interpellé la lectrice. Ces

**Spécificités communes
de ces lieux
de communisme,
impact sur les élus
de leur implication
dans la gestion
et la vie institutionnelle,
et variantes
dans les réponses
aux politiques
nationales,
aux évolutions
économiques et
sociales, aux conflits
coloniaux.**

choix ne recoupent pas l'organisation du livre en 3 parties : Communisme et pouvoir local, Réseaux militants et enjeux

urbains, Démobilisations et recompositions communistes.

**Élus des classes populaires
Élus gestionnaires**

L'approche historique qui intervient dans plusieurs chapitres fait ressortir l'ancrage initial des élus dans les classes populaires, de par leurs origines mêmes, leurs engagements dans les luttes sociales d'entre deux guerres ou d'après-guerre, dans la Résistance aussi. C'est ce qui leur a conféré leur légitimité, leur poids, y compris dans les tensions voire les conflits avec les directions du parti aux différents niveaux.

La distinction élus/cadres politiques voulue au départ n'a pas posé problème en ce qui concerne la politique en faveur du logement social, de santé publique, de recrutement de personnels en particulier dans les périodes de chômage de masse. Mais les auteurs relèvent les contradictions entre l'affirmation par le PCF d'une ligne radicale, de pureté politique, en particulier dans les périodes ●●●

(2) *Les Intellectuels et la stratégie communiste, Une crise d'hégémonie (1958-1981)*, Les Éditions sociales, mars 2013, 348 p., 25 €.



●●● d'opposition aux orientations et mesures gouvernementales, et les positionnements d'élus confrontés à la gestion municipale, s'adaptant aux situations de terrain, jusqu'à certains compromis, y compris pour être reconnus dans le cadre institutionnel. L'autonomisation relative des élus par rapport au parti, l'adhésion de la population aux aménagements sociaux, culturels qui a conforté l'élection sur la durée de nombreux maires, les relations, contradictoires, avec les représentants régionaux et locaux de l'État ont entraîné le glissement d'une cohorte d'élus issus de la classe ouvrière vers des positions de notables gestionnaires ou ressenties comme telles par les directions du parti. Or, dès « après la scission de Tours, les communistes ont cherché à contrôler leurs élus et à conjurer leur pente notabiliaire ». Cela pourra prendre la forme de tensions, d'une quasi rivalité parfois, entre élus et parti, qui dureront.

Émancipations sociale et coloniale Contradiction ou même combat ?

Les manipulations et discriminations xénophobes actuelles et plus particulièrement islamophobes, leur impact, les difficultés de la gauche à les appréhender et les contrer de façon offensive rendent intéressant et nécessaire de remonter sinon aux origines des idéologies et politiques de discrimination, du moins aux périodes de mouvements d'émancipation coloniale. Deux études en traitent, l'une à propos de l'impact de la guerre d'Algérie sur les espaces politiques

en "Métropole", à travers l'étude de trois communes - Nanterre, Champigny-sur-Marne et Roubaix -, l'autre sur les évolutions des communistes dans une « *colonie de peuplement de l'empire français* », la Nouvelle-Calédonie, de l'exclusion à l'intégration réticente dans le parti des populations locales ou de couleur.

« Au-delà d'une chute du nombre d'adhérent, certaines manières de militer sont remises en cause. Au-delà de la décrue électorale, une redéfinition du rôle des élus au sein de l'organisation est à l'œuvre. »

Dans ce second cas, dans une société particulièrement clivée entre colons et populations kanak ou immigrantes de couleur, les contradictions de la situation économique et sociale des petits colons, à la fois privilégiés par rapport à ces derniers, mais fragilisés par le développement des grosses firmes d'exploitation minières, amènent le parti communiste local constitué de ces "petits blancs" à craindre et à longtemps rejeter les plus défavorisés. L'absence de liens avec le PCF ou avec d'autres partis communistes de pays colonisés

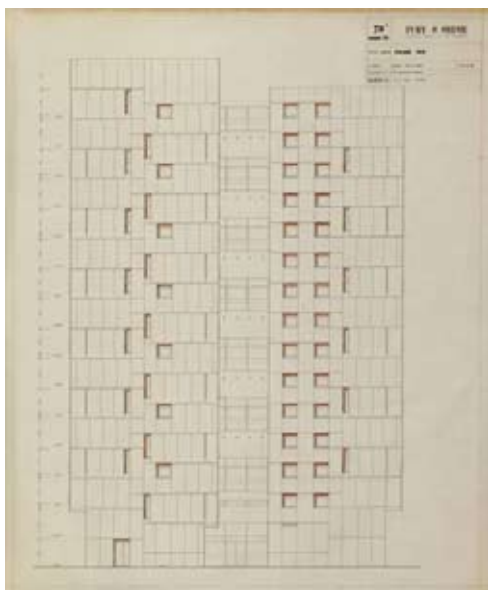
renforce d'abord cet enfermement dans la ségrégation coloniale.

À l'inverse, dans les trois villes métropolitaines – majorités municipales différentes, immigration inégale dans le temps et en nombre-, les positions nationales du PCF et aussi le degré d'organisation politique des Algériens impactent l'activité communiste locale, avec toutefois une évolution de la dénonciation des conditions de vie et du racisme subis par les individus, à celle du colonialisme, à la prise en compte de la cause algérienne, de la revendication de l'indépendance. Pour l'auteur de cette étude, le potentiel électoral que représentent les Algériens n'est pas sans importance pour les communistes locaux. Ultérieurement la préoccupation des familles d'appelés l'emporte sur l'ouverture aux « *patriotes algériens* » : « *la "paix" est donc traduite en terme de retours des soldats en métropole, plus qu'en terme d'indépendance algérienne.* »

Ce survol fait dans cet article, forcément schématique, de deux chapitres fouillés ne permet pas d'en restituer toutes les pistes de réflexion sur une histoire qui a laissé des traces dans les représentations populaires et des failles politiques à gauche.

Revalorisation de la ville Évolution sociologique des élus

L'une des retombées de la guerre d'Algérie mentionnée dans l'ouvrage ●●●



Les tours *Raspail* et *Lénine* en 1968 et 1970 par Gailhoustet. Ivry-sur-Seine. (Collection Frac).

●●● est l'arrivée massive des Français d'Algérie et les besoins accrus en logements qui ont contribué au développement des grands ensembles, en particulier dans les municipalités communistes dont « *la question du logement a constitué un important marqueur politique, de l'après-guerre au début des années 1970* ». Mais les critiques des grands ensembles touchés par les transformations sociales et la précarisation de pans entiers des catégories populaires, le départ de familles moins défavorisées et la politique nationale de la ville favorisant l'accession à la propriété modifient la politique urbaine de certaines municipalités communistes. Celles-ci, soucieuses de revaloriser l'image et l'attractivité de leur ville, vont privilégier les réaménagements du centre, la construction de « *logements de qualité pour tous* », mais accessibles surtout aux populations plus aisées, contribuant à une « *recomposition* » de la population. Pour l'auteure qui s'appuie sur l'évolution de Pierre-Bénite, à proximité de Lyon, d'abord ville ouvrière de la chimie, puis au projet urbanistique favorisant les catégories moyennes et supérieures, cela va de pair avec l'évolution des origines sociales des élus eux-mêmes, à Pierre-Bénite, mais ailleurs aussi, selon le constat également des autres auteurs.

Du parti des classes populaires au parti d'élus

Et, pourrait-on donc ajouter, au parti des catégories sociales "moyennes".

La phase de basculement vers un parti d'élus et de dissociation avec les classes populaires est datée dans une des contributions des années 80 à 90. « *C'est en effet une profonde réorganisation des formes d'engagement au sein de ce parti qui est alors à l'œuvre. Au-delà d'une chute du nombre d'adhérent, certaines manières de militer sont remises en cause. Au-delà de la décrue électorale, une redéfinition du rôle des élus au sein de l'organisation* » est relevée et commentée dans la dernière contribution. Parmi les explications sont notées la disparition de la présence militante dans les entreprises et la perte du « *pilier industriel* » liée à la crise de ce secteur : l'activité militante se déplace des bassins d'emploi aux territoires géographiques et électoraux. D'où, en partie, le poids croissant des élus dans le parti, voire leur prise de fonctions dirigeantes. Et parallèlement, ou de manière contradictoire, le développement de « *stratégies autonomes* » non seulement d'élus locaux, mais aussi de parlementaires. L'auteur renvoie par exemple, dans un même passage, à l'indépendance d'un Maxime Gremetz, député de la Somme, au nombre croissant d'« *apparentés* » - proches et distincts du PC -, à la « *cacophonie du groupe communiste à l'Assemblée nationale* », provoquée par l'abstention de six « *refondateurs* » en 1999 sur le Traité de Maastricht, alors que la direction s'est prononcée contre, etc.

Autre explication : avec la diminution des cotisations collectées, en lien avec

la baisse des effectifs d'adhérents, les indemnités d'élus prennent une importance accrue : « *L'enjeu financier de ce déplacement du centre de gravité du communisme des cadres d'appareils aux élus n'est pas à négliger.* »

On peut relier cette analyse des dernières évolutions des rapports élus / parti et du PCF lui-même, à celle des fluctuations des positions du PCF par rapport au développement de l'intercommunalité d'une part et de la décentralisation d'autre part sous l'effet des positionnements d'élus locaux. Ces derniers, par pragmatisme, selon le rapport de force politique, ou pour ne pas s'exclure de lieux décisionnels, se sont souvent plus vite adaptés à ces réformes, influençant en retour les positions nationales du PCF, plus « *étatiste* », hostile au départ à chaque réforme annoncée de décentralisation.

Il faudrait évoquer encore le chapitre consacré à « *l'affiliation au communisme en banlieue parisienne* », ses recompositions sociales et générationnelles, présentées de façon vivante à partir de la ville d'Ivry-sur-Seine, de ses habitants et de leur rapport à ce communisme municipal.

À lire de toutes façons pour rectifier les distorsions de cette lecture personnelle et surtout tirer profit de tous les apports de l'ouvrage.

● Michèle Kiintz

Le point de vue de l'historien

Cerises a emprunté à *Regards*, version en ligne, avec l'accord de Roger Martelli, la présentation que celui-ci a fait des *Territoires du communisme*.

Ce livre est comme un manifeste, pour une nouvelle génération de chercheurs, sous la houlette d'un historien et d'un sociologue. Emmanuel Bellanger et Julian Mischi sont à l'image exacte d'un état d'esprit passionnant. Ils ne s'embarassent pas d'a priori doctrinaux et de précautions disciplinaires. Voilà quelques décennies que les sciences sociales dissertent sur les mérites de l'interdisciplinarité ; eux sont ouvertement transdisciplinaires. Histoire, sociologie, politologie, prosopographie... Qu'importe le champ et la méthode scientifiques, dès l'instant où ils apportent de la rigueur intellectuelle. L'étude monographique a été longtemps l'antidote des théorisations trop abstraites ? Ils en reprennent l'usage, mais en évitant l'enfermement dans la juxtaposition infinie des territoires locaux. Ni objet séparé, ni simple illustration du "général", le détour par le local est une manière de penser, de façon plus concrète, le grand "tout" de la vie sociale.

L'objet de la méthode : l'ancrage territorial du communisme, ce que l'on appelle souvent le "communisme municipal" (un terme au demeurant souvent récusé par les dirigeants communistes eux-mêmes). L'intérêt de l'approche est multiple. Elle donne, tout d'abord, une image du communisme infiniment moins simpliste que

celles, antagoniques, qu'ont distillées les communistes eux-mêmes ou leurs adversaires. La cohérence ou le monolithisme revendiqués ou attribués laissent la place à la diversité, aux écarts, aux failles du contrôle partisan, aux marges d'autonomie, aux accommodements heureux ou malheureux vis-à-vis de la doctrine.

La cohérence ou le monolithisme revendiqués ou attribués laissent la place à la diversité, aux écarts, aux failles du contrôle partisan, aux marges d'autonomie, aux accommodements heureux ou malheureux vis-à-vis de la doctrine.

L'ancrage local, en outre, est l'occasion de percer à jour le "mystère" de l'implantation d'une formation partisane à part entière qui s'articule à une sociabilité populaire complexe, dont l'institution municipale s'empare et qu'elle contribue à reproduire. Plus qu'un parti à prétention omnipotente, le communisme politique

apparaît ainsi comme une galaxie raccordant le partisan à l'associatif, au syndical et à l'institutionnel. La force de ce communisme-là ? Sans doute de marier, avec plus ou moins de bonheur la radicalité du projet et le pragmatisme de la gestion quotidienne. La fonction de socialisation de la social-démocratie européenne, mariée à la fonction utopique et critique de la tradition révolutionnaire...

Enfin, l'ouvrage collectif est une occasion de réfléchir, tout autant qu'à ce qui fit la force du communisme, à ce qui noua son déclin. Des mutations sociales spectaculaires, non perçues ou mal perçues, finissent par rompre les liens de l'institution partisane et de la sociabilité populaire. Le local, les difficultés et les hésitations de la pratique municipale apparaissent alors comme un lieu de cristallisation des ajustements, des prises de distance. Le tout sur fond de déclin...

Au total, un superbe ouvrage : une belle leçon de méthode et une mine de réflexions, à la fois pour l'historien, le passionné d'histoire ou le militant.

● Roger Martelli



Gratuité, salaire à vie, labourons le terrain d'un nouvel imaginaire collectif !

Place de la mairie à Rennes mardi soir, 8 000 personnes assistent à la retransmission de la Traviata de Verdi qui se joue au même moment dans l'Opéra. Écran géant, son performant, la prouesse technique est évidente.

Alors que 300 personnes sont présentes dans l'Opéra, 8 000 autres bénéficient gratuitement du même spectacle sur la place centrale de la ville. Et dans les moments les plus émouvants, le même frisson parcourt les spectateurs, jeunes, anciens, des quartiers populaires ou du centre ville... Je croise une collègue, la secrétaire du l'Union locale CGT, des élèves de la Segpa du collège d'un quartier populaire de Rennes, des visages connus, d'autres pas...

A la fin du spectacle, les acteurs viennent nous saluer, époustoufflés de nous voir si nombreux, et émus d'entendre un des airs les plus connus chanté par toute une partie du public. Belle initiative qui permet à tant de personnes de s'approprier un pan de culture qui est loin d'être accessible à tous.



8 000 personnes bénéficient gratuitement du spectacle sur la place centrale de Rennes (photo *Ouest-France* sur *maville.com*)

Quelques jours avant, débat avec EELV sur les transports collectifs. L'exi-

gence de gratuité est portée par plusieurs débatteurs. Nos camarades écologistes objectent que la gratuité ne fait pas forcément reculer la part modale de la voiture. Mais toutes les expériences montrent que la gratuité entraîne une augmentation des déplacements. La gratuité, c'est de la liberté de se déplacer pour plus de personnes. Pour les jeunes bien sûr, mais pas seulement. On a même observé une augmentation de la fréquentation des urgences dans une ville où la gratuité des transports publics a été instaurée. Plus de liberté de se déplacer, c'est plus de facilité d'accès aux soins.

Autre rencontre rennaise, celle organisée par l'assemblée citoyenne du Front de gauche avec Bernard Friot.

Du grain à moudre pour le débat et, je l'espère, l'action, au moment où le gouvernement met en chantier des propositions qui vont encore raboter nos droits en matière de retraite. Depuis 1920 et jusqu'en 1990, le taux de cotisation sociale n'a cessé d'augmenter, et a contribué à marginaliser le profit. L'assurance maladie permet de payer des soignants, les cotisations retraites permettent de payer les retraités qui sont loin d'être inactifs, l'assurance chômage paye les chômeurs, et les allocations familiales les parents : tout cela sans employeurs et sans actionnaires. Depuis 15 ans le taux de cotisations stagne, voire recule, et l'économie s'installe

dans la récession. Pour financer nos retraites, il suffit d'augmenter de 0,37 point le taux de cotisation patronale tous les ans. Et pourquoi ne pas financer tous les salaires par la cotisation, instaurer le salaire à vie, de l'âge de la majorité jusqu'à la mort ?

Enfin, mercredi soir, meeting du Front de gauche avec Julien Dioudonnat, Christian Piquet, Myriam Martin, Pierre Laurent et Jean Luc Mélenchon, 2 000 personnes à la halle Martenot...

Une classe dirigeante domine si on adhère à son discours. Il faut donc inventer d'autres mots, d'autres idées que ceux de nos adversaires, faire d'autres expériences. Parfois cela n'est pas de notre fait (la retransmission de la Traviata...) et parfois, contre vents et marées, on réussit de belles rencontres pour imaginer un autre futur.

Vivement les vacances, parce que tout cela n'est pas de tout repos...



● Sylvie Larue



Cerise verte. *La semaine verte (Green week)*, organisée par la Commission européenne, a réuni cette semaine à Bruxelles experts, scientifiques, ONG, entreprises... Au menu : la pollution atmosphérique, le changement climatique, l'énergie. Autant de sujets mobilisateurs dans les secteurs des transports, de l'industrie, de l'agriculture. Le Commissaire européen à l'environnement, Janez Potočnik, a plaidé pour continuer le travail de réduction des émissions polluantes « *par-delà les frontières, les secteurs et les idéologies* ». Alors que le libéralisme promu par la Commission a fait des dégâts sociaux et environnementaux, l'heure devrait au contraire être au changement de logiciel idéologique de l'Union européenne.

Cerise noire. S'attaquer aux émissions de particules et de carbone-suie, néfastes à la santé humaine et dues notamment à la combustion du bois, est l'un des crédos du Commissaire. Pourquoi alors ne s'oppose-t-il pas à la libéralisation du secteur de l'énergie ? Celle-ci a fait flamber les prix du gaz et de l'électricité. Elle a encouragé des millions d'Européens à se chauffer au bois pour diminuer leur facture et échapper ainsi à la précarité énergétique. Et pourquoi le Commissaire ne mobilise-t-il pas les fonds européens afin de rénover, avec les meilleures technologies, les millions de systèmes de chauffage au bois des familles populaires et pour stimuler l'emploi. « *Le commissaire est bon enfant* », disait Courteline.

Cerise sapiens. « *La plupart des femmes le savent, la mère et son bébé ont besoin d'être ensemble tôt et souvent, ceci afin d'établir des liens affectifs satisfaisants et une sécrétion lactée adéquate (...)* Le maternage par l'allaitement est donc le moyen le plus naturel et le plus efficace pour comprendre et satisfaire les besoins du bébé. » Drôle d'idée, pour annoncer la conférence samedi 15 juin

à Nanterre de Sophie Tymula, ethno-préhistorienne, que de commencer par mettre à l'écart le père ou les proches dans le développement du nourrisson. Soit. Pour ma part, je n'ai rien contre le lait maternel. Ma mère ouvrière, qui m'a donné le sein, a en effet eu plus de chance que sa copine de l'atelier de fonderie : son lait n'était pas intoxiqué aux métaux lourds. Et je ne suis pas opposé au lait pour biberons, lorsqu'il n'est pas volontairement dopé à la mélamine par des industriels préférant le profit à la santé : il a permis à ma mère de reprendre son travail et son autonomie. Bref, vive les laits de qualité, maternels ou maternisés. Reste cette idée culpabilisatrice : serait une meilleure mère celle qui allaite (comme celle qui reste à la maison à faire de vraies purées aux bébés...). Souvent répandue en Allemagne, elle a retardé l'accès, à l'égal des hommes, des femmes au travail, et justifié le sous-équipement en crèches.

Cerise écrasée. Mort et business font bon ménage. Par un Tweet, Pascal Nègre, PDG d'Universal Music n'a pas innové : « *Avec Georges Moustaki c'est une des dernières légendes, artiste et poète, qui disparaît ! Ses plus grands succès sont chez Universal ! RIP.* » Il avait déjà écrit la même chose pour le compositeur Henri Dutilleux et le chanteur Daniel Darc, à peine décédés. Que le PDG d'Universal sale reste dans le caniveau dont il prétend sortir les artistes.

Cerise mystère.

- A. Bicoque mordve de Gérard Depardieu
- B. Hôtel parisien de Bernard Tapie
- C. Maison birmane de George Orwell (1927)

© Aung Shine Oo



Réponse : c

● **Philippe Stierlin** 

Τυροπιτάκια

La démocratie réinventée à Athènes

Du 7 au 9 juin, un alter-sommet se réunit à Athènes à l'appel de plus de 100 organisations européennes. Il s'agit d'un rassemblement hautement symbolique dans le pays qui a été le laboratoire de la Troïka et des politiques dites de "compétitivité". Mais qui devient également le laboratoire de la résistance contre cette austérité et pour la construction d'alternatives.

« Il est désormais urgent de refonder l'Europe sur des principes d'égalité, de solidarité, et de véritable démocratie. Les gouvernements européens et institutions de l'UE (...) doivent être placés sous contrôle démocratique. L'intérêt général doit primer, ainsi que la satisfaction des besoins sociaux et écologiques. Ces principes sont les bases sur lesquelles nous formulons nos revendications pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe, solidaire avec les autres peuples du monde. », dit l'introduction du Manifeste des peuples qui doit être adopté demain.

À suivre et à faire connaître : <http://www.altersummit.eu/>



● Gilles Boitte

Bienenstich

Gaz poivré à Berlin

Les *Jusos* ("Jeunes socialistes") ont réclamé au congrès du SPD berlinois, fin mai, l'interdiction du gaz irritant utilisé par la police, baptisé *Pfeffergas* ("gaz poivré"). Moins nocif que le gaz lacrymogène, ses effets sont néanmoins insuffisamment connus, argumente par exemple *Die Linke*. Et son utilisation le 1^{er} mai a été jugée contraire à la loi berlinoise parce que "sans rapport" avec la situation.

Le Syndicat de la police *GdP*, lui, manifestait devant le bâtiment du congrès pour son emploi, sketch à l'appui, proposant des verres de liqueur de menthe avec le slogan « *Pfeffi tient les rues propres* », les passants, pour la plupart, les ignoraient. Arguments du *GdP* : ce gaz est plus indolore que les interventions musclées.

Un groupe de contre-manifestants, derrière un cordon de policiers en service, tentait de couvrir la voix des acteurs. Pluie, dispersion... Et intervention musclée des policiers illustrant ainsi le slogan des contre-manifestants : « *Pacifiques ou non, poivre sur le trognon* ». La CDU et les Verts, au Sénat de Berlin, sont contre l'interdiction, le SPD est "partagé".

● Michèle Kiintz

"Voyages" en Turquie et en exil



Un premier roman qui porte l'écho du vécu de l'auteur : portraits de femmes et d'hommes, d'une ville Istanbul, mosaïque politique, sociale, religieuse de l'histoire du pays lui-même, la Turquie, un *melting pot* riche, mais marqué par le coup d'État de 1980.

Pinar Selek était l'invitée, cette année, du Festival Étonnants voyageurs de Saint-Malo, en mai). Des "voyages", cette sociologue en a fait de nombreux : professionnels et militants pour ses enquêtes à travers la Turquie, sur les Kurdes, entre autres ; dans les milieux discriminés dans le cadre d'ateliers ; violents et douloureux dans les prisons turques. Puis, attaquée de procès en procès truqués par la "Justice" turque, contrainte, pour échapper à la prison à vie, à l'exil en Allemagne et en France depuis 2011. *Cerises* en avait parlé.

C'est incontestablement ce terreau et ce parcours qui nourrissent cette première tentative littéraire aux histoires quotidiennes entrecroisées, entre expérience de la clandestinité et questionnement sur la lutte armée, renoncement à la vie personnelle intime et premiers pas vers l'émancipation féminine. Le foisonnement des événements et des personnages font l'intérêt du roman, peut-être aussi les limites de l'écriture.

C'est en tout cas un document qui traduit l'attachement de l'auteur aux femmes et aux hommes qui, au pays comme sur les chemins de l'exil, conservent envers et contre tout un « *de-mi-espoir* ». Les jalons de la révolte d'aujourd'hui ?



● Michèle Kiintz

Pinar Selek, *La maison du Bosphore*, Éd. Liana Levi, 2013, 319 p., 21 €

Image de la semaine

En amont de l'alter-sommet d'Athènes (Photo Vangelis Goulas, Syriza-Paris)



● **Monstrueux.** Clément Méric, étudiant en science politique, syndicaliste, un « *jeune homme studieux, calme, attachant, instruit et "radicalement" ouvert aux autres* », écrit Louis Amino, également brestois, est battu à mort, mercredi dernier, par un groupe proche

de l'extrême droite. Les violences physiques jusqu'à l'assassinat se multiplient en France, attisées par les discours haineux, homophobes, xénophobes, antisyndicaux de la droite et de l'extrême-droite. L'UMP Jean-François Copé n'a pas hésité à renvoyer dos à dos la victime et ses assassins en demandant la dissolution des groupuscules violents des deux camps, et l'innommable Frigide Barjot en rajoute : « *La violence vient d'abord de la loi Taubira, ça a levé un combat idéologique.* » Combattons les, eux, ces idéologues de la monstruosité.



● **Une émancipation historique remise en question ?** Il y a plus d'un demi-siècle, un médecin et l'équipe de la clinique des Bleuets, des métallurgistes, à Paris, introduisait la méthode psychoprophylactique d'accouchement sans douleurs, brisant ainsi la condamnation séculaire des femmes à la souffrance, par la religion, relayée par l'Ordre conservateur des médecins.

Aujourd'hui la loi de la "rentabilité" que continue de porter le gouvernement socialiste, tend à imposer par la tarification à l'acte une médicalisation à outrance de l'accouchement ou la mise en danger d'établissements comme la clinique des Bleuets qui cherchent au contraire à privilégier les méthodes naturelles. Alain Bertho décrypte les menaces qui pèsent sur la clinique (<http://blogs.mediapart.fr/blog/alain-bertho>)

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

